

Autriche

Restructurations syndicales dans la douleur

Christian DUFOUR

L'Autriche connaît à nouveau un gouvernement de coalition. Le SPÖ (sociaux-démocrates) et l'ÖVP (chrétiens démocrates) ont trouvé début janvier un terrain d'entente pour gouverner sous la direction du chancelier Gusenbauer, dirigeant du SPÖ. Dans le même temps, l'ÖGB, la confédération unitaire, préparait puis tenait son congrès du 22 au 24 janvier. Les syndicalistes devaient se prononcer sur des réformes de structure au sein de leur organisation, durablement ébranlée par le scandale financier de la BAWAG¹. Ils devaient aussi adresser au gouvernement des signes politiques alors que réapparaît avec la coalition et la présence du SPÖ au pouvoir la configuration politique qui a accompagné les plus belles décennies du partenariat social.

Les syndicalistes de ce début de XXI^{ème} siècle doivent trouver les voies d'une adaptation nécessaire d'un modèle de relations sociales, érigé en paradigme du néo-corporatisme au cours des années

1970 dans le débat international sur les relations professionnelles. Les syndicalistes, dans leur majorité, mettent l'affaiblissement perceptible du partenariat social au compte de l'absence des sociaux-démocrates du pouvoir. Cette thèse est désormais soumise au test de la vérité. Au sein de la société autrichienne de nombreux signes pourraient étayer une thèse plus sombre que celle des syndicalistes.

Ce pays bénéficie d'une santé économique bien meilleure que la moyenne européenne, grâce aux exportations. Mais il connaît de fortes pressions sur le marché du travail. Le gouvernement laisse prévoir une transformation assez profonde des règles de la protection chômage, avec la perspective d'améliorer l'accès à l'emploi. Mais des craintes s'expriment déjà qu'il s'agisse essentiellement à travers cette réforme de confier à l'aide sociale des tâches qui relevaient jusqu'à présent de la lutte contre le chômage.

1. La BAWAG, banque propriété de l'ÖGB, se retrouve en faillite frauduleuse début 2006, avec implications de leaders de la confédération, cf. Christian Dufour, « Autriche. La faillite de l'ÖGB et d'une référence des relations professionnelles ? », *Chronique internationale de l'IRES*, 100, mai 2006, pp.12-24.

**Un nouveau
gouvernement de coalition**

La victoire étroite des sociaux-démocrates aux élections, début janvier 2007, leur a permis de revendiquer le rôle de formateurs du gouvernement. Alfred Gusenbauer s'est ainsi retrouvé face au chancelier démocrate-chrétien sortant, Wolfgang Schüssel. A l'issue de négociations serrées, ce dernier a laissé à une personnalité moins emblématique que lui le poste de vice-chancelier. Il s'est réservé le leadership du groupe parlementaire, assumant ainsi un rôle complexe de soutien à une coalition dont il reste le principal opposant.

Chargé de la formation du gouvernement, le SPÖ occupait une position difficile. Il ne pouvait pas envisager de coalition avec les Verts, en raison de la faiblesse parlementaire de ces derniers. Il n'a pas voulu tenter l'expérience d'un gouvernement minoritaire. Par contre, l'ÖVP pouvait envisager, en cas d'échec du SPÖ, de former un gouvernement avec les partis issus de l'extrême droite de Haider, voire de passer des compromis avec les Verts. Dans ces conditions, le SPÖ n'a pu bénéficier de sa victoire électorale ni dans la distribution des postes ministériels ni au travers du programme gouvernemental. Le parti majoritaire a dû faire de nombreuses concessions à celui qu'il avait vaincu dans les urnes. La plupart des postes ministériels clés sont aux mains de représentants de l'ÖVP (intérieur, finances) ou partagés avec eux (santé, économie, social, affaires étrangères). Un seul ministère prend en charge l'économie et le travail. Cette fusion avait été perçue comme un symbole de la politique réactionnaire du gouvernement précédent et dénoncée par les syndicats. Elle n'a pas été supprimée lors de la nouvelle

répartition des fonctions. L'ÖVP bénéficie en outre de sa continuité dans l'action gouvernementale. Le chancelier ne dispose pas d'un rapport de force favorable au sein de son propre gouvernement.

Le programme de gouvernement a été difficile à élaborer. Il ne marque pas de rupture significative avec la politique conduite depuis 2000 par la coalition ÖVP-FPÖ (extrême droite), le SPÖ se trouvant dans l'opposition. La rupture est plus nette vis-à-vis du programme électoral du SPÖ, ce qui a entraîné des critiques y compris dans les rangs sociaux-démocrates, et particulièrement de la part des milieux syndicaux. Les étudiants, qui comptaient sur une réduction des frais d'inscription universitaire, les partisans de la poursuite d'une politique de neutralité qui escomptaient l'abandon de l'achat d'avions de guerre, les partisans de mesures sociales plus accentuées font partie de cette première cohorte sans doute appelée à grossir.

La question de la viabilité de cette grande coalition est posée dès son entrée en fonction. Un moment, l'hypothèse de procéder immédiatement à une nouvelle élection législative a été envisagée. L'ÖVP y aurait sans doute perdu en portant devant l'opinion publique la responsabilité de l'échec des négociations de coalition. Une fois l'amertume de la défaite assumée, le parti perdant a préféré entrer dans un gouvernement où il peut retourner contre le SPÖ l'avantage électoral pris par ce dernier au cours d'une opposition de sept années.

Une économie en assez bonne santé

L'Autriche est l'un des lieux où l'économie de l'Union européenne va bien.

Malgré l'euro fort et malgré une grande proximité des nouveaux pays entrants, l'Autriche enregistre de nombreux succès à l'exportation. Il n'est pas certain que cette croissance se traduise par un recul de la pauvreté.

Moins de chômage

Le chômage a régressé. Fin décembre 2006, le gouvernement sortant pouvait faire état d'un recul de 9,2 % du nombre de chômeurs enregistrés en un an. Les jeunes profitent particulièrement de cette situation, mais encore plus les chômeurs de longue durée. Ce recul s'explique par deux causes essentielles : la croissance économique et des mesures de formation. Le marché du travail bénéficie d'une croissance qui se situe autour de 3,0 à 3,1 %. Les trois quarts du recul du chômage seraient dus à ces avancées. Le quart restant est redevable à des mesures de formation. La croissance profite de progrès sérieux à l'exportation – on sait l'Autriche très sensible en la matière aux performances de l'Allemagne voisine. Mais ces progrès sont aussi liés à l'ouverture de l'Europe vers l'Est. La balance commerciale de l'Autriche se dégage quelque peu de sa dépendance envers l'Allemagne. En moyenne annuelle, le chômage a reculé de 5,3 % et l'emploi a progressé de 1,6 %. L'exportation et sa croissance seraient responsables de la création d'un emploi sur deux. Selon le ministre des Finances du gouvernement précédent, une moitié de l'Autriche serait en situation de plein emploi et la totalité du pays devrait s'y trouver en 2010. Ce pronostic optimiste – bienvenu en période électorale – prend appui sur une vé-

ritable inversion de tendance dans l'évolution du marché du travail. Le service de l'emploi autrichien (AMS), dans une étude publiée en 2004, ne s'attendait pas à cette franche amélioration. Au contraire, il prévoyait une progression du chômage malgré un renforcement des mesures de formation. Il comptait aussi, à partir de 2007, sur une croissance plus modérée que lors des années précédentes et dès lors sur une croissance plus limitée des emplois¹. Le nouveau gouvernement se fixe la perspective d'un taux de chômage ramené en 2010 à 2,5 % dans la pire des hypothèses et selon la définition européenne (3,9 % selon la définition autrichienne).

A fin février 2007, les chiffres indiquaient une poursuite de la baisse du chômage avec un recul de 10 % par rapport à février 2006. Un débat s'est engagé sur l'opportunité d'ouvrir les frontières à des salariés qualifiés des pays voisins. L'ÖVP a pu imposer cette mesure à laquelle l'ÖGB est particulièrement réticente.

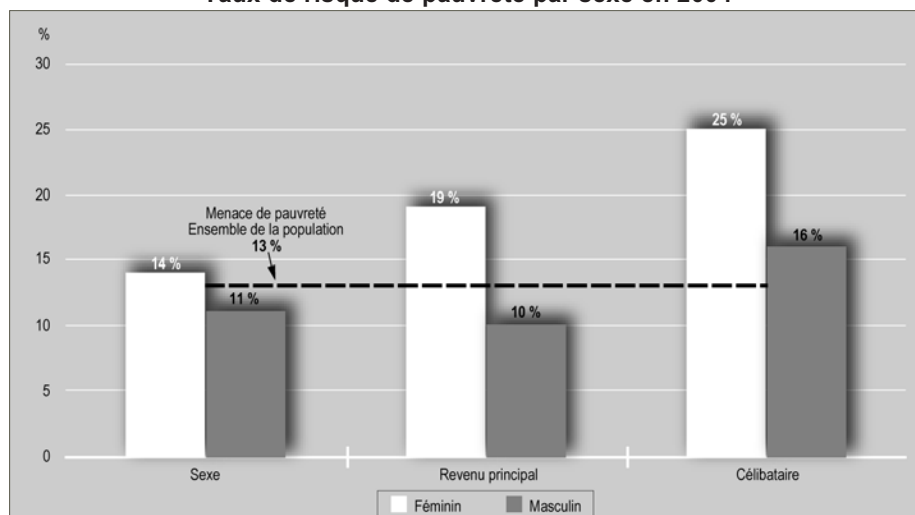
Plus de pauvreté

Le bas niveau de chômage ne se confond pas pour autant avec une amélioration générale de la situation de la population. En moyenne, un(e) Autrichien(ne) sur six serait directement touché(e) et un(e) sur huit serait menacé(e) par la pauvreté, niveau jamais atteint antérieurement² (graphique 1). 14 % des Autrichiennes sont considérées comme pauvres – dont 31 % des femmes en situation monoparentale. Et 6 % sont en situation de grande pauvreté. La responsabilité de cette évolution tient au fait que les femmes occupent plus souvent des em-

1. Altenecker *et alii* (2004), « Ausblick auf Beschäftigung und Arbeitslosigkeit in Österreich bis zum Jahr 2008, Mikrovorschau », AMS, Dezember, pp.12 sq.

2. http://www.armutskonferenz.at/armut_in_oesterreich_armut_ist.htm

Graphique 1. La pauvreté est féminine
Taux de risque de pauvreté par sexe en 2004



Source : Statistik Austria, EU-SILC.

ploi atypiques pour les hommes. Mais même à temps de travail et à qualification égaux, les Autrichiennes gagnent 17 % de moins que leurs compatriotes masculins.

Quelles réformes du travail et par qui ?

Le programme gouvernemental de coalition annonce des réformes des structures du marché du travail et du temps de travail. Le programme est formulé en des termes qui, par définition, permettent d'obtenir un compromis entre partis. Il reste suffisamment flou pour que des projets contradictoires soient acceptables en son nom. Les syndicalistes de terrain avaient dès la promulgation de ce document manifesté des craintes. Mais l'ÖGB semblait vouloir les minimiser.

Dès la fin janvier, la confédération a dû se mobiliser pour signaler ce qu'elle

entendait elle-même sous les termes imprécis du contrat de coalition concernant le marché du travail : renforcement des mesures de formation, adaptation des structures de placement, etc. Autrement dit, elle signalait au gouvernement non seulement le sens de ce qu'il y avait à faire, mais aussi le partage des responsabilités en la matière. La gestion des structures de protection contre le chômage et d'activation des mesures pour l'emploi relèvent de la compétence gouvernementale et le parti social-démocrate doit se mobiliser pour cela sans laisser la main libre à l'ÖVP.

L'ÖGB a dû réintervenir peu de jours après pour s'élever contre les « interprétations erronées » de ce même texte concernant le temps de travail. Le ministre de l'Economie et du Travail lui-même ¹, Martin Bartenstein, ÖVP, pense à ce sujet

1. « Absichtliche Fehlinterpretationen des Regierungsprogrammes verunsichern Beschäftigte », www.oegb.at/servlet/ContentServer?pagename=OEGBZ/Page/OEGBZ_Index&n=OEGBZ_1.2.a&cid=1170415568051

qu'il s'agit de procéder à des réformes profondes. Elles porteraient sur l'organisation du temps de travail, sur les heures supplémentaires, sur la flexibilisation des cumuls de temps au long de l'année, sur les périodes de congé, etc. Il laisse ainsi entendre que le gouvernement veut s'occuper de ces domaines, sans nécessairement se soucier de la responsabilité des interlocuteurs sociaux. Autrement dit, il laisse entendre que le gouvernement de coalition ne compte pas laisser à l'initiative autonome des acteurs sociaux le soin de transformer les règles sur le temps de travail. Cette autonomie pourrait glisser vers les individus, ou les entreprises elles-mêmes. L'ÖGB procède sur son site Internet à une analyse rassurante des termes de l'accord gouvernemental à ce sujet, faisant valoir que nombre des réformes envisagées ne sont pas contradictoires avec les règles actuelles¹. L'avenir montrera si cette sérénité est justifiée ou si elle procède d'une sous-estimation des intentions de la coalition.

Etat réformé et économies budgétaires

La bonne conjoncture économique a permis au ministre des Finances sortant de laisser à son successeur une situation budgétaire nettement améliorée par rapport aux prévisions pour 2006. Le déficit budgétaire devrait reculer en dessous de 1 % pour l'année 2006. Cela est dû à une nette progression des recettes provenant des impôts sur les bénéfices des sociétés (*Körperschaftsteuer*) dont le taux a été réduit de 34 à 25 % au cours de 2005. La

baisse de l'assiette s'est accompagnée d'un déplacement du lieu d'imposition vers le groupe plutôt que vers les entreprises insérées dans les groupes, ce que le SPÖ avait vivement contesté. Ces recettes semblent avoir profité puissamment de l'amélioration de la conjoncture. Le débat se poursuit sur la pertinence de cette baisse et sur ses effets réels sur la collecte de l'impôt. La Chambre de commerce autrichienne fait remarquer que la Slovaquie toute proche prévoit désormais de réduire à 20 % en 2010 les impôts sur les bénéfices des sociétés. Les organisations de consommateurs soulignent de leur côté que certains impôts sur des produits de base ont lourdement augmenté (produits pétroliers en particulier). Les syndicats notent que les impôts sur les revenus salariaux stagnent, comme ces derniers.

L'amélioration des recettes n'empêche pas le programme de coalition de prévoir des économies budgétaires sérieuses. Certaines d'entre elles heurtent de plein fouet les attentes de la base syndicale, comme celles qui concernent une réforme du système de santé encore dans les limbes. De même, le ministre des Affaires sociales a évoqué – avant de se rétracter – la perspective d'une prolongation de la vie active au-delà de 65 ans. Cette limite avait été fixée lors d'une réforme d'ensemble du système de retraite autrichien, il y a deux ans.

La coalition compte aussi être en mesure de procéder à une profonde réforme de l'Etat. Ce projet se justifie par la complexité administrative des relations entre le niveau fédéral, les régions et les com-

1. « Arbeitszeitflexibilisierung Bernhard Achitz, Leiter des Sozialpolitischen Referates im ÖGB, kommentiert das Regierungsprogramm zum Thema Arbeitszeitflexibilisierung », www.oegb.at/servlet/ContentServer?pagename=OEGBZ/Page/OEGBZ_Index&n=OEGBZ_0.a&cid=1170702843101.

AUTRICHE

munes au sein d'un pays qui dispose parallèlement d'une tradition séculaire de centralisme. Les doublons administratifs et les lourdeurs qu'ils engendrent rendent l'idée populaire. Mais les projets techniques de réforme côtoient des projets de changements qui relèvent moins de la gestion administrative que de la conception du fonctionnement démocratique de l'ensemble du pays. Ainsi, l'âge de la majorité électorale serait abaissé à 16 ans et les législatures seraient prolongées. La répartition des responsabilités fiscales entre les différents niveaux de l'Etat serait transformée, etc. Plus trivialement, il s'agirait aussi de supprimer environ 16 000 emplois dans les fonctions publiques, pour procéder à des économies budgétaires de 1,8 milliard d'euros par an d'ici à 2010.

Soutien paradoxal à un programme de développement économique

Au cours de la période de négociation de la grande coalition, les partenaires sociaux ont exprimé un avis commun concernant le développement de la situation économique en Autriche. Ils ont appuyé les conclusions d'un livre blanc établi par le centre de recherche sur la situation économique WIFO. Intitulé « Plus d'emploi grâce à la croissance sur la base de l'innovation et de la qualification »¹, ce rapport prévoit de repositionner l'Autriche dans le marché des biens et des services, au bénéfice de ces derniers. Le choix d'une production de qualité et innovante parie sur une productivité

élevée, susceptible de justifier des salaires comparativement plus hauts et de lutter contre les bas salaires au sein du pays. Une immigration qualifiée doit permettre de limiter le déclin démographique et de relancer une capacité d'innovation stagnante. Des limitations de charges sociales, et des transferts fiscaux doivent aussi contribuer à diminuer le coût du travail. L'évolution de la taxation doit pouvoir répondre aux défis des pays nouveaux dans la compétition économique, qu'ils soient proches ou lointains. L'Etat doit se réformer pour être plus efficace et moins coûteux.

L'originalité de cette position commune, bienvenue pour la coalition en formation, a soulevé des interrogations. Elle ressemble trop à la description d'un cercle nécessairement vertueux pour être vraiment convaincante. En outre, un observateur averti de la situation autrichienne émet des doutes sur la solidité de la communauté de vue entre partenaires sociaux à son sujet². « Une lecture attentive du livre blanc laisse penser que les syndicats devraient avoir plus de difficulté que les employeurs à accepter les stratégies proposées, en particulier celles qui se concentrent sur des exemptions d'impôts et des réductions de charges salariales au profit des employeurs, de même que sur de plus amples privatisations ». La question est donc de comprendre pourquoi le syndicat autrichien a soutenu cette proposition dans une période où les relations internes étaient troublées.

1. WIFO (2006) « WIFO-Weißbuch : Mehr Beschäftigung durch Wachstum auf Basis von Innovation und Qualifikation », Oktober.

2. Georg Adam, « Austria. Innovation and training key to future employment strategies », <http://eurofound.europa.eu/eiro/2006/12/articles/at0612049i.html>

**Elections impériales
et luttes sourdes au sein de l'ÖGB**

Nombre de militants de l'ÖGB avaient dû rêver du jour où un congrès syndical se tiendrait à nouveau sous l'égide d'un gouvernement dirigé par l'allié social-démocrate. Mais la coïncidence temporelle de l'entrée en fonction de la grande coalition et du congrès d'un ÖGB en crise a au contraire mis en évidence l'usure du temps. L'ÖGB se refuse toujours à dire que le partenariat social

est un concept dépassé. Mais les clivages apparus à l'occasion de son congrès indiquent que plus d'un responsable a tiré discrètement les leçons d'une vérité qui n'est toujours pas bonne à dire.

**Escarmouches avant le guet-apens
au sein de la fraction sociale-démocrate**

Le premier des trois jours du congrès est traditionnellement réservé aux réunions des fractions politiques auxquelles appartiennent les dirigeants de l'ÖGB ¹.

Vida et les alliances intra-syndicales

Vida est un regroupement des fédérations des cheminots (GdE), du commerce/transport (HTV) et de l'hôtellerie-restauration/tourisme/services (HGPD). Il a tenu son premier congrès en décembre 2006. Il compte 170 000 adhérent(e)s et prétend réunir sous un seul principe organisationnel ces salariés d'origines très diverses. Ce regroupement se comprend comme une réponse à la fusion de puissants syndicats de l'industrie et au risque d'expansion de la fédération des employés (GPA). Vida est lui-même partie d'une structure qui fédère quatre autres fédérations de l'ÖGB : les fédérations de la construction bois (Bau-Holz), des employés communaux (*Gemeinbedienstete*), des salariés de l'art, des médias, des sports et des indépendants, et enfin de la poste et des télécommunications. Cette structure, baptisée Allianz, se veut avant tout un outil pratique au service des adhérents. Rudolf Hundstorfer, qui devient président de l'ÖGB, est originaire de la fédération des employés communaux, membre de l'Allianz. Le faible soutien à cette initiative laisse entendre que la lutte pour l'indépendance organisationnelle recouvre bien des enjeux au sein de l'ÖGB. Une coalition peut ainsi se former entre des syndicats aux orientations hétéroclites. Leur souci principal est de résister à la montée en puissance du GPA qui, au fil des décennies, est passé du statut de fédération marginale au côté des bataillons industriels, à celui de pôle de rassemblement des salariés des secteurs en développement. En 2006, le GPA a fusionné avec le syndicat des imprimeurs, des journalistes et du papier DJP. Comme les ouvriers et les employés ne relèvent pas des mêmes syndicats, le GPA est appelé à négocier des accords dans toutes les branches industrielles pour les salariés qui sont employés et non ouvriers. Il dispose d'une large légitimité d'intervention.

1. L'ÖGB s'organise autour de fractions politiques. Les principales correspondent aux découpages partisans de la vie politique. Les sociaux-démocrates forment la fraction majoritaire et contrôlent, outre la confédération, les principales fédérations et structures territoriales. Les chrétiens-démocrates contrôlent essentiellement la fédération des fonctionnaires.

AUTRICHE

Elles y élisent leurs propres structures, en particulier leurs présidents. Elles désignent aussi leurs membres qui se porteront candidats à des fonctions internes à l'ÖGB.

Pour le poste de président de la fraction sociale-démocrate, Wilhelm Haberzettl, d'origine cheminote, vice-président de Vida (voir encadré), a obtenu près de 93 % des voix. Ses vice-président(e)s ont obtenu des scores aussi élevés.

On relève cependant une exception, celle de Wolfgang Katzian, leader de la fédération des employés, le GPA. Il ne regroupe que 86,0 % des voix sur son nom. Ce niveau de résultat – dont beaucoup se satisferaient ailleurs – est significatif d'un enjeu politique au sein de la fraction social-démocrate de l'ÖGB. Katzian est le représentant d'une aile syndicale qui prône le plus de réformes et il paie un double tribut. D'un côté, il est perçu comme le leader de ceux qui souhaitent maintenir un rôle fédérateur fort à l'ÖGB. On verra ci-après que cette perspective se heurte à des oppositions, d'autant qu'elle est politiquement liée à un ancrage plutôt jugé à gauche sur l'échiquier social-démocrate. D'un autre côté, le GPA passe pour une fédération dotée d'ambitions menaçantes dans le jeu des regroupements internes à la confédération.

Les fédérations ouvrières ont longtemps tenu pour sans importance ce regroupement des employés, faiblement syndiqués, mal au fait des pratiques de l'action syndicale. Le GPA tenait alors un rôle modeste. Aujourd'hui, il est susceptible de se positionner dans nombre d'activités économiques comme pôle de

regroupement pour des salariés qui ne sont pas des ouvriers. L'enjeu politique sur les orientations du syndicalisme et l'enjeu organisationnel quant aux périmètres des différentes fédérations se combinent. Ceux qui pourraient politiquement soutenir la perspective d'une confédération puissante peuvent craindre que cela ne s'opère à long terme sous l'hégémonie du GPA.

Les membres de la fraction social-démocrate ont ensuite procédé à un vote pour la candidature d'un des leurs au poste de président de la confédération. Sans surprise, ils ont soutenu Rudolf Hundstorfer. Il préside l'ÖGB par intérim depuis le départ de son prédécesseur. La surprise provient de son score. Il n'a fait guère mieux que le leader du GPA, avec 86,7 % des voix. Faut-il voir là un retour de bâton envoyé en direction d'un président de confédération issu d'une fédération engagée dans des regroupements complexes et méfiants vis-à-vis du GPA ? La candidate au poste de vice-présidente de la confédération, Renate Csörgits¹, responsable du département femmes au sein de l'ÖGB, a dû se contenter à ce stade de 73,4 % des voix.

Même s'ils sont imputables à des causes diverses, même s'ils passent pour mal explicables, ces résultats sont le signe de malaises sinon de batailles au sein de la fraction majoritaire. Les traditions en la matière supposaient que les compromis internes au sein de la fraction dominante de l'ÖGB ne transparaissent pas dans les votes. Aujourd'hui, le contrôle interne s'étant affaibli, les rivalités s'affichent. Renate Csörgits en sera l'enjeu le surlen-

1. Renate Csörgits n'a pas de passé syndical autre que sa fonction de vice-présidente chargée des femmes. Elle cumule cette fonction avec celle de députée sociale-démocrate au Parlement.

demain, à la clôture du congrès, lors du vote sur les membres du bureau de la confédération.

Ce même premier jour, Norbert Schnedl obtient un vote massif en sa faveur, avec 93 % des voix, pour devenir président au sein de la fraction démocrate-chrétienne. Cette fraction présente Fritz Neugebauer, vice-président sortant de l'ÖGB, pour réoccuper ce poste au titre de la fraction démocrate-chrétienne. Cette cohabitation est inscrite dans les gènes de la confédération. Fritz Neugebauer n'est pas un acteur passif de la vie syndicale autrichienne. Il préside le GÖD, syndicat des services publics, acquis à la cause de l'ÖVP. Il est resté discret mais manifestement critique à l'égard du comportement de la majorité social-démocrate dans la gestion de la crise de la BAWAG. Dès décembre 2006, le GÖD avait fait savoir qu'il comptait faire usage d'une possibilité nouvelle dont il demandait l'inscription dans les statuts de l'ÖGB, celle de se constituer en formation juridiquement indépendante. Cela avait soulevé un débat parmi les syndicalistes. Plus d'un craignait la menace de scission sous-jacente aux projets d'autonomisation accrue du GÖD. Mais personne ne l'avait évoquée officiellement comme un enjeu pressant. Et la charge conflictuelle du problème semblait avoir été neutralisée, comme à l'habitude, par l'intégration de cette demande dans une motion générale globalement acceptée.

Une deuxième faille va apparaître au fil du congrès. Elle concerne la cohabitation au sein de l'ÖGB des deux principaux courants politiques. Là encore, les congressistes vont attendre la fin du congrès et les votes pour le bureau pour exprimer le fond de leur pensée.

Réformer l'ÖGB : unanimité de façade

Après la première journée de congrès réservée au travail des fractions, il revenait à Rudolf Hundstorfer, en tant que président sortant de l'ÖGB, de prononcer le discours d'ouverture. Il a surtout apporté un soutien à la grande coalition, qualifiant le programme gouvernemental de « bon papier, à quelques exceptions près », sans indiquer quelles étaient ces exceptions. C'était signifier aux troupes que l'heure n'était pas à la critique, ni externe ni interne. Le successeur de F. Verzetnitsch n'a pas non plus envoyé de signaux convaincants aux partisans de réformes profondes au sein de l'ÖGB. Ces derniers attendaient sans doute plus d'autocritique et une meilleure prise en compte de la sensibilité des salariés sur les errements et sur le devenir du syndicat. L'épisode calamiteux de 2006 a dégradé profondément l'image syndicale dans les entreprises et induit le doute auprès des militants de terrain. L'insensibilité d'une partie de l'appareil à ces malaises n'a fait qu'en consolider les fondements. Le discours d'ouverture n'a pas rassuré à ce propos, et surtout pas en dehors des rangs syndicaux. L'opinion publique a d'ailleurs réagi avec scepticisme à ce qui est apparu comme une fin de non-recevoir sur le besoin de réformes profondes de la part de la structure syndicale, alors même que le congrès devait s'attaquer à cette question.

Le congrès avait en effet essentiellement à son programme d'entériner un projet complexe de réforme des structures de l'ÖGB. Un document rassemblant les principales propositions avait été publié en novembre 2006¹. Il se fixe explicitement deux objectifs principaux. Le pre-

1. La résolution qui en a été tirée – « Organisationsreform, Reformumsetzung und Organisationsentwicklung von ÖGB und Gewerkschaften » – a été adoptée à l'unanimité.

AUTRICHE

mier concerne la mise en œuvre de relations publiques plus efficaces (presse, Internet, transparence des décisions, services aux membres *via* Internet, etc.). Il marque la réaction à la dégradation de l'image syndicale à tous les étages de la société. Le second est plus substantiel en terme d'organisation interne. Tout en rappelant les objectifs de maintien d'un syndicalisme unitaire, il vise à rapprocher les structures et les membres et à donner plus de capacités d'influence à ces derniers, spécialement les élus dans les entreprises. La ligne directrice a consisté à réduire la complexité des structures.

La confédération repose sur une série de réseaux entrecroisés : ceux des fractions, ceux des fédérations, ceux des organes décentralisés de la confédération (régions, communes). Les fractions subsistent, avec une réaffirmation un peu sur-réaliste de la volonté de maintenir une confédération unitaire. Au niveau national, la confédération s'équipe d'un service général, « *Grundsatzabteilung* », commun à l'ensemble des composantes du mouvement syndical. Il couvrira les domaines de la formation, de l'économie, de la politique de la santé, et des relations internationales et européennes, etc. Au niveau des régions, des structures unitaires seront mises en place d'ici juin 2007. Elles doivent remplacer la cohabitation traditionnelle des représentations locales des fédérations et de la confédération. Les responsables de ces structures décentralisées, jusqu'alors désignés par les instances centrales, seront désormais élus par les membres lors de congrès régionaux unitaires « du mouvement syndical ».

Ce souci de démocratisation est puissamment soutenu par l'impératif implicite mais intériorisé par tous d'une remise

en ordre financière de la confédération. La crise a épuisé financièrement une organisation qui vivait sur de solides moyens mais à distance de ses membres et de leurs seules cotisations. Ces moyens accumulés au fil des décennies ont disparu brutalement. Il fallait faire de nécessité vertu. Les inévitables suppressions de postes au sein de l'ÖGB doivent lui redonner une impulsion démocratique.

Le même mouvement de réforme prévoit d'instaurer un quota féminin au sein des instances de l'ÖGB. Il instaure enfin une limite des salaires versés aux permanents syndicaux.

On imagine les réticences sur lesquelles ces réformes doivent passer. Mais les obligations financières de supprimer des postes associées aux pressions de l'opinion publique ont permis de faire accepter le projet.

Vers une division syndicale ?

Le troisième jour du congrès, les délégués eux-mêmes se sont chargés de troubler l'harmonie officielle. Ils ont fait entendre à tous les fausses notes cachées dans la partition soumise au congrès. Ils ont choisi les votes pour l'accès à la direction de l'ÖGB, pour agrémente la valse viennoise attendue du staccato du tir au pigeon.

La principale victime est le candidat démocrate-chrétien au bureau confédéral (*Bundesvorstand*), Fritz Neugebauer. Il n'a obtenu qu'un très humiliant score de 35,92 % des voix à ce poste. Rien ne laissait supposer qu'une pareille sanction puisse avoir été préméditée. Sa brutalité semblait surprendre ceux-là mêmes qui auraient pu avoir un quelconque intérêt à l'organiser. Personne n'a cependant pris ouvertement la responsabilité de cette exécution publique qui consomme la rup-

ture historique d'un *gentleman agreement* interne datant de soixante ans. « La démocratie a tranché » se justifiaient les dirigeants de la majorité social-démocrate qui faisaient aussi référence à une colère rentrée des délégués contre les menées des dirigeants chrétiens-démocrates envers l'ÖGB. Mais le résultat semble avoir dépassé les attentes des éventuels initiateurs de cette manœuvre. Katzian, lui-même assez mal élu avec 72,7 % des voix, s'inquiétait de voir ainsi éliminé de la direction de l'ÖGB celui qui représente l'opposition la plus nette à ses propres perspectives syndicales.

Les liens politiques semblent durablement distendus. Neugebauer a refusé d'être coopté au sein du *Bundesvorstand*, comme le lui proposait le président de l'ÖGB. Mais il a organisé la réaction dès après le congrès. Fritz Neugebauer a annoncé que son organisation mettrait tout en œuvre pour se distancier de la confédération, au sein de laquelle elle doit pourtant se maintenir pour disposer d'une base juridique à l'existence de sa propre organisation. Finalement, cette élimination accélère un processus que le GÖD hésitait à officialiser. Elle lui ouvre une voie inespérée vers l'autonomie à terme. Une distanciation aurait des avantages y compris financiers pour le GÖD, qui verse actuellement 12,5 millions d'euros annuels à l'ÖGB. Or le GÖD est riche et très autonome matériellement et politiquement. Il ne peut que gagner – au

moins à moyen terme – à manifester son originalité par rapport à des syndicats et une confédération empêtrés dans des difficultés financières durables. Après tout, les mauvais tours financiers de l'ÖGB trouvent leur origine dans les rangs des sociaux-démocrates qui profitaient de leur position majoritaire pour écarter leurs rivaux des décisions et de quelques avantages substantiels.

A l'issue du congrès, le 1^{er} février, le bureau du GÖD a décidé d'une part, de se préparer à devenir une *Zweigverein* (association affiliée) au sein de l'ÖGB¹ ; et d'autre part, de renégocier fondamentalement ses liens financiers avec la confédération. Passant à l'offensive, la fédération des services publics annonçait à la même occasion que des contacts avec le syndicat des médias et des arts étaient assez avancés pour qu'un rapprochement entre les deux structures soit possible. Ce petit syndicat se retrouve jusqu'à présent avec d'autres au sein de l'Allianz (*cf.* encadré ci-dessus).

Les signes se multiplient donc, qui laissent entendre que les termes du compromis pour un syndicalisme unitaire sont caducs.

Victime des quotas

Une autre personnalité a été victime de la colère du congrès. La vice-présidente responsable de l'action auprès des femmes, Renate Csörgits, n'a pas non plus été réélue au bureau confédéral,

1. En décembre 2006, le congrès du GÖD a accepté à plus de 95 % une motion revendiquant la capacité juridique (*Rechtsfähigkeit*) pour le GÖD au sein de l'ÖGB. Les membres sociaux-démocrates de cette fédération ont donc largement soutenu ce projet. Sur proposition du GÖD, le congrès confédéral a accepté cette clause d'ouverture des relations entre les syndicats et la confédération. Les termes exacts de cette relation ne sont cependant pas encore déterminés. On peut imaginer une longue bataille juridique à son sujet. Il s'agit d'une rupture très profonde dans la tradition syndicale où la capacité juridique restait entièrement aux mains de la confédération ce qui symbolisait l'unité syndicale organique. Le GPA était le principal opposant à cette réforme.

AUTRICHE

n'obtenant que 49,14 % des voix. Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier cette élimination.

Renate Csörgits paie d'abord sa longue proximité avec le président déchu de l'ÖGB, F. Verzetnitsch. Elle l'a soutenu tout au long de l'affaire BAWAG. Il lui était ensuite reproché de cumuler des mandats syndicaux et politiques et d'avoir abusé de ses fonctions pour s'assurer d'autres revenus. Une semonce lui avait été adressée par sa fraction politique (cf. ci-dessus). Mais personne ne pensait que les délégués sociaux-démocrates se rebelleraient au point de sanctionner publiquement une vice-présidente sortante, candidate officielle de leur fraction, et en outre députée et porte-parole du groupe parlementaire SPÖ. Or il faut que des voix sociales-démocrates aient massivement manqué à cette candidate pour qu'elle soit ainsi éliminée. La fraction politique à laquelle elle appartient dispose en effet de plus de deux tiers des mandats au sein de l'ÖGB. Renate Csörgits avait, il est vrai, aggravé son cas lors d'une audition préalable à l'élection. Elle s'était révélée incapable de préciser si ses revenus dépassaient nettement les 17 000 euros mensuels du cumul de ses mandats officiels.

Les congressistes semblent avoir voulu faire un exemple, sur une personnalité

à la fois représentative des tares d'un système à la dérive et suffisamment atypique dans sa carrière et ses fonctions syndicales pour que son élimination ne laisse pas de trace. Ils ont sans doute voulu rappeler l'ensemble des dirigeants de la confédération à la vigilance dans le domaine financier personnel. Il se murmurait aussi dans les couloirs du congrès que Renate Csörgits constituait la victime propitiatoire parfaite en compensation à l'introduction de quotas pour les femmes au sein des directions syndicales.

Le quotidien *Der Standard* titre au lendemain de cette éviction : « L'impensable s'est produit ». Ce commentaire peut sans doute s'étendre à l'ensemble du congrès. Il a manifesté à tous que le syndicalisme autrichien ne répond plus aux caractéristiques qui lui étaient traditionnellement reconnues. Il est trop tôt pour percevoir si des principes nouveaux sont à l'œuvre ou si le délitement n'en est qu'à ses débuts. Le désarroi des cadres devient, lui, patent.

Sources :

Sites syndicaux, *Der Standard*, *Der Kurier*, <http://www.dieanderezeitung.at>, interviews téléphoniques.